

sourires

Apparemment, il ne se passe rien.

Contredisant toutes les rumeurs sur de prochains affrontements violents, le Congrès du PPC s'est déroulé dans une ambiance paisible.

Du côté du Funcinpec, on a entrepris de se réconcilier à petit bruit. On se réfère à ce qui est resté comme une époque heureuse, celle du Sangkum de Sihanouk, dans les années 50 et 60. La préparation des élections suit son cours. En mai 1998 ? En septembre ? Elles auront lieu.

Sur le terrain militaire, même heureux climat. «Paix générale, cette fois!» Pour les combats de Samlaut, l'affaire semble en voie de règlement. Contre le réduit d'Anlong Veng, on ne prépare aucune offensive.

Au contraire, on invite à Phnom Penh Ieng Sary, de sa retraite heureuse de Pailin : il pourrait être un intermédiaire avisé, peut-être un messenger de paix ? Sourires partout. Une grande réconciliation approche à pas de colombe ...

Les sourires sont peut-être un peu forcés. La réconciliation, fortement suggérée.

Mais il faut en passer par les souhaits de la communauté internationale, horrifiée par les moeurs locales et qui, de diverses façons, «tient» le gouvernement cambodgien.

Elle le tient financièrement, quelle que soit la situation mal connue du budget. Elle le tient politiquement : sans son aval, les élections ne seraient pas reconnues, le gouvernement qui en serait issu serait à peine légitime.

Le Cambodge ne peut pas se passer indéfiniment de l'étranger, de ses touristes, de ses investissements, ... de son estime. Il doit, *volens nolens*, mettre de l'ordre sans la maison. C.N.

entretien

Khieu Kanharith

Secrétaire d'Etat à l'Information membre du Comité directeur du PPC

un rassurant tour d'horizon

Concernant la situation financière du Cambodge, elle n'est pas aussi dramatique que

certaines le disent. La monnaie nationale, comparée aux monnaies de la région, s'est très bien défendue pendant la crise. Pour les moyens de paiement, il y en a bien suffisamment, contrairement aux rumeurs. Au Congrès du PPC, on a même parlé d'augmenter les salaires, à commencer par les salaires des enseignants, et si l'on peut généraliser, on le fera.

J'ai proposé aussi que l'on augmente les salaires des retraités. On le fera dès qu'on le pourra. Le ministre des Finances Son Excellence Keat Chhon était présent au débat et il a approuvé.

Il n'y a pas encore de date fixée pour cette augmentation. Il appartient au gouvernement d'en décider. De même, il appartient à M. Keat Chhon et à M. Thor Peng Lieth, gouverneur de la Banque centrale, de voir quel pourra être le montant des augmentations en évitant de créer un cercle inflationniste. Cela, sans l'aide du FMI - qui s'est arrêtée en novembre dernier, bien avant les événements des 5/6 juillet.

Le congrès du PPC ? Il a été calme. Pas de sujets de disputes graves. Il s'est concentré surtout sur les élections législatives. Sur les leçons du passé. Sur la stratégie à adopter. Il a été surtout question de détails techniques : faut-il mettre partout l'enseigne du parti ? Même sur les maisons des gens ? Cela pourrait créer des conflits. Ou seulement au siège du parti ? Et bien

sûr on a parlé des sujets les plus importants sur lesquels devrait porter la campagne.

Le Funcinpec : ce n'est pas à moi d'en parler puisque le Funcinpec est notre partenaire. Mais s'ils se rassemblent, Loy Sim Cheang, Toan Chay, Nady Tan ... c'est très bien. Leur division crée un peu un malaise chez nous PPC. Nous souhaitons un vrai partenaire.

rait alors revenir de façon discrète, avec un «profil bas». Entre Cambodgiens, on peut se comprendre ...

Anlong Veng : nous n'avons aucun plan militaire pour les attaquer cette année.

C'est dans cet esprit que nous avons discuté le 29 octobre avec Ieng Sary, pour que l'on arrive à s'entendre et à travailler ensemble. Ieng Sary est un peu comme une avant-garde qui s'occupe de discuter avec toutes les parties, par exemple les gens de Samlaut et d'Anlong Veng. Ieng Sary, nous le voyons comme un intermédiaire vis à vis des autres. Et l'on irait ainsi vers une «normalisation» des zones qui sont actuellement hors du contrôle du gouvernement.

A Samlaut ce sont d'abord des intérêts économiques qui sont en jeu. Après, l'une des parties du conflit a appelé les troupes gouvernementales au secours, et l'affaire s'est

trouvée ainsi politisée. Nous avons été bernés par l'une des parties. mais maintenant une solution est en vue. Nous espérons régler l'affaire de Samlaut dans peu de temps.

Les enquêtes sur les événements de juillet, c'est l'affaire du ministère de l'Intérieur. Les enquêtes n'avancent pas beaucoup ? Mais vous savez bien que dans un pays qui n'est pas encore en paix, les militaires jouent un rôle important. C'est peut-être pourquoi ces enquêtes sont difficiles ... Pour résumer le

(Suite page 2)

- il n'y a aucun péril financier
- si Ranariddh se tenait tranquille ...
- Anlong Veng : on n'attaque pas
- Ieng Sary, un intermédiaire entre le gouvernement et les autres ...

Pour les gens qui sont encore à l'étranger, ils sont tous les bienvenus, même le Prince Ranariddh. Il y a ce tribunal, mais il pourrait n'y avoir pas de problème. S'il était condamné le Roi pourrait lui pardonner ...

Je crois que la meilleure des solutions serait que Ranariddh se tienne tranquille, laisse le temps passer et avant les élections demande l'amnistie. Mais quand il continue à insulter, à lancer des batailles, à attaquer, il rend son retour impossible. C'est lui-même qui a brûlé les ponts.

S'il se tenait tranquille, il pour-

A l'intérieur

entretien Khieu Kanharith
Ok Serei Sopheap : les élections
ASEAN : délais
Francophonie
le projet Kompong Chhnang

pp. 1 - 2
p. 2 - 4
pp. 2
pp. 2 - 3
p. 4

l'aide du Japon
conjuncture
finances et politique
livres

p. 5
p. 6
pp. 6 - 7
p. 8

Khieu Kanharith

(Suite de la page 1)

peut-être pourquoi ces enquêtes sont difficiles ... Pour réduire le pouvoir, et le budget, de l'armée, pour revenir à la vie civile ... il faut un certain temps.

En ce qui concerne **les affaires, les entreprises**, il faut se rendre compte que les difficultés sont dues aussi à la crise régionale. Non seulement les entreprises, mais mêmes les filles de boîtes de nuit se plaignent ! C'est que notre économie est orientée vers l'exportation. Tous les pays de l'ASEAN sont actuellement en détresse, et nous subissons cet état de fait.

Il y a aussi la situation politique bien sûr qui retarde des investissements. Nous faisons tout notre possible pour redonner confiance. Mais vous verrez que quand l'économie de la région s'améliorera, ce sera bon pour nous aussi.

Nous pensons à remettre l'économie du pays en ordre, mais c'est très difficile.

Ok Serei Sopheak ELECTIONS : un calendrier très serré

Le Congrès du PPC semble en effet avoir été très calme. A travers le discours d'ouverture du Président du parti, on peut penser que l'idée était de redresser son image, après deux mois de rumeurs folles, et de renvoyer les vrais débats sur la stratégie électorale, et sur le réajustement structurel du parti, au Congrès extraordinaire de janvier 1998.

Pour les élections, le Président Chea Sim dans son discours de clôture a réaffirmé la date du 23 mai. C'est celle que retient le co-ministre de l'Intérieur Sar Kheng, et le PPC s'y tient aussi. Mais le temps est maintenant très mesuré.

Deux conditions doivent être remplies : - une préparation technique; - des considérations politiques.

Préparation technique : il faut que l'enregistrement des partis ait lieu 3 mois avant le commencement de la campagne électorale. Si l'on retient la date du 23 mai pour les élections, la cam-

pagne électorale doit être déclanchée un mois à un mois et demi avant les élections, c'est à dire vers le 10 ou 15 avril. Les partis doivent donc être enregistrés pendant le mois de janvier. Il faut d'autre part des listes électorales : enregistrer tous les Cambodgiens qui au 23 mai auront 18 ans et plus. C'est le travail des commissions provinciales. Comme nous avons une loi sur l'immigration, et le décret d'application, il ne doit pas y avoir d'obstacle. Mais il faut du temps, au moins 3 à 4 mois si l'on va très rapidement, et normalement 6 mois. Ca devient donc très juste ! Il faut commencer ces listes dès la fin de décembre.

La loi électorale était supposée adoptée vers la mi-octobre. Comme on ne commence à en débattre que le 4 novembre, et qu'elle va passer probablement après 3 semaines, on va être en retard sur le calendrier original.

Là, deux possibilités : - si la loi

(Suite page 4)

FRANCO

Préparant le 7ème «sommets» qui réunira à Hanoï, du 14 au 16 novembre, les chefs d'Etat et de gouvernement des pays «ayant le français en partage», ont eu lieu au cours de 1996 et 1997 huit séminaires régionaux :

A Tunis pour le monde arabe, à Antananarivo pour l'Océan indien, à Vientiane pour l'Asie du Sud-est, à Port-au-Prince pour la région Caraïbe, à Dakar pour l'Afrique, à Magog (Canada-Québec) pour l'Amérique du Nord, à Chisinau (Moldova) pour l'Europe centrale et orientale, à Cochabamba pour l'Amérique latine, et à Lyon pour l'Europe. Sujet de toutes ces réunions : l'enseignement *du* et *en* français. A Hué, Vietnam, les 19, 20 et 21 octobre, les idées et propositions émises ont été réunies et organisées en projet de Charte, qui est un plan d'action en 10 chapitres.

Parmi les intervenants lors de ces Assises de Hué : M. Var Sim Samreth, recteur de l'Université Royale de Phnom Penh, et S.E. Nouth Narang, Ministre de la Culture du Gouvernement royal du Cambodge.

le projet de Charte

- **aménagement linguistique** :
 - on veut une francophonie «plurielle» : le multilinguisme;
 - on demande aux pays membres qu'ils fassent du français la première langue étrangère enseignée, dès le plus jeune âge; tout en permettant l'apprentissage du français langue étrangère;
 - qu'ils favorisent la maîtrise de trois langues à la fin du secondaire.
- **mobilité** : les pays membres doivent faciliter la mobilité (visas) des étudiants, chercheurs, en-

ASEAN :

pas avant juillet 1998

L'attitude des membres de l'ASEAN vis à vis de l'adhésion du Cambodge n'est pas claire, nous dit Madame You Ay, de retour d'une réunion des Directeurs de l'ASEAN, à Manille. De sorte que cette adhésion n'aura pas lieu en décembre prochain.

Les pays de l'ASEAN se défendent de s'aligner sur la position des Etats-Unis. Ce qu'ils voudraient, ou certains d'entre eux, c'est que le Funcinpec se réunisse en congrès, que le Prince Ranariddh y participe, et que son sort, s'il doit être exclu, soit décidé selon les règles. (Mais selon les règles mêmes du Fun-

cinpec, le Prince Ranariddh est le président inamovible du parti, comme l'a clairement expliqué S.E. Nady Tan dans son interview à CN n° 80).

D'autre part, les pays de l'ASEAN estiment que l'appel adressé aux exilés par le gouvernement cambodgien est insuffisant. Ils voudraient que le gouvernement demande les bons offices, comme médiateur, du représentant permanent de l'ONU M. Merothra. «Pas d'objection, dit à ce sujet le premier Premier Ministre Ung Huot, mais le Cabinet du Roi s'est déjà proposé en médiateur. Il ne faudrait pas que les exilés utilisent l'ONU comme un centre

de réfugiés ...

La réponse du gouvernement cambodgien est, en fait : d'accord pour un dialogue entre Hun Sen et Ranariddh, mais il faut au préalable que le Prince ordonne l'arrêt de la guerre, et cesse de nommer des généraux. Qu'il prouve d'abord sa bonne volonté par un cessez-le-feu.

Le Premier ministre de Thaïlande Chaovalit devait venir au Cambodge pour tenter de faciliter le dialogue, mais les affaires intérieures retardent sa visite.

Prochaine possibilité pour l'adhésion du Cambodge : la réunion annuelle des ministres des Affaires étrangères de l'Association, en juillet 1998.

A PROPOS ...

un «Nouveau Sangkum» ?

La réconciliation entre les deux parties du Funcinpec semble en bonne voie. Puisqu'il semble impossible de remplacer le Prince Ranariddh à la tête du parti (interview Nady Tan, CN 80), on créerait un autre parti, en fait le même sous un autre nom. Ce nom pourrait être le *Sangkum Thmey* (Nouvelle Société), pour rappeler le parti (*Sangkum Reastr*

Niyum) que Sihanouk (qui venait d'abdiquer en faveur de son père) avait créé en mars 1955.

élections : septembre 1998 ?

Les élections auraient finalement lieu non en mai, mais en septembre, ou en novembre 1998. Cela donnerait un peu plus de temps pour leur laborieuse préparation, pour que les députés réfugiés à l'étranger reviennent, pour de nouvelles combinaisons de partis et pour trouver les 21 mil-

lions de dollars nécessaires. La contribution de l'Union Européenne pour 12 millions semble acquise -sous réserve de voir la loi électorale. Et puis comme le mandat de l'actuelle Assemblée ne se termine qu'en septembre 1998, les députés élus en mai ne pourraient pas se réunir pendant quatre mois ...

guichets cachés ?

Concernant les agréments de projets d'investissements signés

par le CIB, un lecteur demande si la concession d'exploitation forestière portant sur 400 000 ha accordée à Teng Bunma et récemment rendue publique, figure dans les listes d'agrément publiée par le CIB (CN n° 80).

La réponse à cette bonne question est *non*. Cela montre à l'évidence qu'il existe d'autres «centres d'agrément» que le CIB et que le «système décisionnel» est loin d'être transparent. Le CIB a là un problème à résoudre.

PHONIE : l'enseignement du et en français

seignants, intellectuels, artistes, entrepreneurs ...

● **formation** : que dans les pays où le français n'est pas langue d'enseignement, le français ait un statut de langue seconde tout au long du système éducatif et aboutisse à une «certification francophone» : un baccalauréat francophone.

● **méthodologies et supports de l'enseignement** :

- politique en faveur de l'édition sous toutes ses formes : ouvrages, revues, banques de données, docmefs (curieux mot qui désigne les CDROM), manuels scolaires et universitaires;

- développement de nouvelles méthodes d'enseignement : cahiers nationaux, disques optiques compacts interactifs, jeux vidéo d'auto-apprentissage.

● **université virtuelle francophone** : par internet, mise au service des francophones des nouvelles technologies de l'infor-

mation et de la communication. L'université virtuelle dépend d'un déblocage de crédits ...

● **formation des enseignants**

- développement de méthodes et de programmes rénovés de formation des enseignants, pour «assurer leur excellence, leur motivation et leur engagement francophone»;

- mise en place de centres régionaux et nationaux de formation des enseignants;

- intensification et diversification des programmes de mobilité offrant aux enseignants de français et en français la possibilité d'effectuer des stages dans les pays francophones.

● **environnement francophone** : politique de création d'une véritable presse francophone, nationale et internationale, et de généralisation de «bouquets» de chaînes télévisuelles francophones.

● **volontaires francophones** :

création d'un corps de «volontaires francophones» qui mobilise les jeunes diplômés pour l'action francophone.

● **entreprises** :

- établir des liens étroits entre les systèmes d'éducation et les entreprises pour faciliter l'embauche des étudiants francophones;

- démarche conjointe entreprises et milieux éducatifs pour que l'entreprise utilise le français.

● **veille francophone** : installation d'observatoires régionaux du français permettant d'établir régulièrement un diagnostic de la situation du français dans le monde, en particulier de sa place dans les systèmes d'enseignement.

Sur la francophonie : interview de l'Ambassadeur de France G. Le Lidec (CN 24); «Coopération française : l'éducatif et le linguistique» (CN 55); «Aupelf-Uref : classes bilingues»; (CN 55); etc ...

structurer la nébuleuse francophone

Un objectif majeur du sommet de Hanoï : donner un nouvel élan à la «francophonie», qui est jusqu'à présent une association assez peu «vertébrée» de pays et d'organismes très divers.

Ses détracteurs la considèrent comme un intelligent système destiné à répartir des prébendes entre hauts fonctionnaires, un prétexte à voyages et à réunions coûteuses, un club de hauts responsables, très bavard et à peu près inutile.

On dit encore que c'est un moyen pour les pays du nord qui paient (France, Canada-Québec, Belgique ...) de conserver une influence sur les pays du sud qui reçoivent.

La meilleure justification de la «francophonie» est que si l'on ne fait rien, l'anglais deviendra la langue universelle unique. Et pour défendre les institutions francophones, on peut citer des interventions sur le terrain concrètes et utiles, comme la distribution de maquettes pédagogiques jusque dans des écoles de villages très isolées, beaucoup d'actions de formation, des festivals réguliers (Ouagadougou, Tunis, La Rochelle ...) qui contribuent à maintenir l'usage du français et la création en français dans le monde, des actions en faveur

de l'information : livres, presse, internet ... etc ...

Pour gagner en efficacité, pour que le rapport entre l'argent dépensé et les résultats soit moins faible, il paraît nécessaire cependant de donner une structure à la nébuleuse. On va créer :

- un poste de *Secrétaire général*. Il représentera officiellement la communauté francophone vis à vis du reste du monde. Il donnera de la cohérence et, peut-on espérer, de l'efficacité aux très divers organismes qui s'occupent de francophonie. Deux candidats à ce poste de Secrétaire général : M. Boutros Ghali, ancien Secrétaire général de l'ONU; et M. Emile Derlin Zinzou.

- un poste d'*Administrateur*, qui sera en somme l'exécutif. Deux candidats là aussi : M. Jean-Louis Roy, Secrétaire général de l'ACCT (Agence de Coopération Culturelle et Technique) pendant 8 ans; et M. Michel Guillou, Directeur de l'Aupelf-Uref (Agence francophone pour l'Enseignement supérieur et la Recherche).

Avec à sa tête un dispositif ayant de l'autorité, on peut penser que la francophonie saura mieux coordonner ses actions, et donner un suivi plus concret aux décisions prises lors des sommets.

le bi et le multi

«La francophonie, elle ne se défend pas avec des réunions sans lendemain ici et là dans le monde, elle se fait sur le terrain, dans le travail quotidien, avec des actions concrètes, poursuivies sur la longue durée.

«L'usage de la langue française dépend d'une quantité de facteurs : de l'enseignement, de la formation, mais aussi des investissements publics et privés, des échanges commerciaux, des manifestations culturelles, de la présence et de l'activité des communautés françaises sur place ... La langue française se développe dans la mesure où elle est utile.

«Réaliser, favoriser tout cela, c'est le métier des ambassades. La francophonie multilatérale vient compliquer et perturber leur action sur le terrain» : voilà à peu près les reproches que font les diplomates «de terrain» aux francophones «des lambris». Et aussi : de consommer des crédits dont eux-mêmes feraient meilleur usage.

Agacements symétriques des francophones attirés : «*Nous avons été boycottés par des fonctionnaires responsables pour leur pays de la coopération bi-latérale, qui avaient peur que le multi-latéral prenne leur place, leur vole leur budget*», disait récemment M. Jean-Louis Roy au quotidien québécois *Le Devoir*. «*Un des problèmes de la francophonie est qu'elle est jugée dans les ministères par des gestionnaires de la coopération bi-latérale...*»

Le Secrétaire général de l'ACCT se plaint notamment des entraves administratives à la libre circulation des oeuvres et des créateurs entre pays membres.

Si la francophonie multilatérale se donne à Hanoï une tête politique, le différend n'est pas près de s'éteindre.

A PROPOS ...

dre s'il veut être vraiment le «guichet unique» crédible des investisseurs.

riz : plutôt bon

La récolte de riz est satisfaisante notamment dans l'ouest, et devrait globalement être «correcte» cette année. Restent quelques inquiétudes autour de Phnom Penh et pour la province de Takeo si les pluies s'arrêtent trop tôt.

Le prix du riz, 850 riels le kilo pour le riz «moyen», reste normal.

Pol Pot, Ta Mok et tout ça

Après avoir assisté au «procès de Pol Pot» à Anlong Veng le 25 juillet, le journaliste Nate Thayer a obtenu une interview de Pol Pot, le 16 octobre. La première depuis 18 ans. Dans le récit qui en est fait dans le *Phnom Penh Post* du 24 octobre et la *Far Eastern* du 30, ce qui frappe c'est le décalage entre les horreurs khmères

rouges et ce personnage qui n'a rien à dire. Aucun regret, aucune argumentation, aucune information, aucune idée générale, si ce n'est un anti-vietnamisme rabâché, Pol Pot apparaît très médiocre. Est-ce à cause de son âge ou de sa santé ? Mais il y a 18 ans non plus il n'avait rien à dire. Il n'y a jamais eu de pensée pol-potienne.

En tous cas, ce que les Cambodgiens ni personne ne peut accepter c'est qu'on en fasse un vieux

monsieur sympathique.

Plus intéressant que le personnage : les circonstances, l'environnement qui lui ont permis d'arriver au pouvoir et d'agir comme il l'a fait. Circonstances extérieures : des pays l'ont aidé, avec des intentions. Circonstances intérieures : des gens ont fait équipe avec lui, et partagent la responsabilité des horreurs.

(Suite page 4)

Ok Serei Sopheak

(Suite de la page 2)

passé telle qu'elle est sortie du Conseil des ministres, il va y avoir une période de considérations de la part des pays donateurs pour savoir s'ils vont s'engager dans le processus, l'indépendance de la Commission électorale nationale leur paraissant insuffisante : gérée par la Présidence du Conseil, par le gouvernement. Déjà plusieurs pays ont annoncé que dans ces termes ils ne participeraient pas, techniquement ni financièrement.

l'indispensable approbation des pays donateurs

On ne peut commencer le processus électoral que si les réponses des pays donateurs sont favorables et, dans cette hypothèse, qu'après que la Commission électorale nationale et les pays donateurs se soient mis d'accord sur un «master plan» établissant les besoins, par chapitres.

On devrait mettre sur pied la Commission électorale nationale vers la fin de novembre. Nommer les Commissions provinciales très rapidement.

sinon, la crise

Mais si les pays donateurs décident de ne pas assister les élections, alors on entre dans une crise politique, à deux niveaux.

Ce n'est pas trouver 21 ou 25 millions de dollars qui pose problème. Mais comment être sûr que de telles élections, qui seront boycottées par les pays donateurs et la communauté internationale, seront reconnues ? Le pouvoir issu de ces élections sera-t-il légitime ou non ?

Est-ce qu'il vaudrait la peine de se lancer dans des élections dans ces conditions ?

C'est une question politique pour nos dirigeants.

un énorme projet

KOMPONG CHHNANG

L'idée d'utiliser l'aéroport désaffecté de Kompong Chhnang, à environ 80 km au nord de Phnom Penh, pour en faire un aéroport de fret d'intérêt régional, et une zone où viendraient s'établir toutes sortes d'activités économiques, n'est pas nouvelle.

Il y a juste 3 ans, en octobre 1994, après trois ans de préparation, six promoteurs, deux Cambodgiens-Américains, un Cambodgien et un Chinois de Hong Kong montaient un projet de joint venture avec le gouvernement cambodgien, et le présentaient au CDC tout nouvellement créé.

«*Nous sommes patients, disaient-ils à l'époque à Cambodge Nouveau (n° 16). Nous savons bien que le CDC est surchargé, que le CIB manque encore de personnel. Nous ne sommes pas sûrs que le délai de 45 jours sera respecté. Mais nous comptons bien avoir une réponse d'ici deux mois.*»

Le projet ne doit pas être mauvais, puisque le voici qui ressort, repris par d'autres.

Il repose sur trois données favorables :

- l'existence d'un aéroport, créé par les Chinois dans les années 70, avec une piste de 2500 m de long, et réhabilité à l'époque de l'UNTAC;

- une situation géographique très intéressante : bien à milieu de la péninsule indochinoise; bien sur l'axe routier Bangkok - Phnom Penh - Ho Chi Minh (la future liaison autoroutière y passera nécessairement); non loin de la voie ferrée Phnom Penh - Battambang (qui devrait devenir un jour Singapour - Bangkok - Phnom Penh - Ho Chi Minhville); en liaison facile avec Sihanoukville (projet de rocade contournant

Phnom Penh; non loin du Tonle Sap qui peut fournir de l'eau et servir au transport fluvial;

- enfin c'est une zone presque «vierge», en tout cas très peu construite et peuplée, de sorte qu'il y a beaucoup moins d'expropriations et de litiges à prévoir qu'à Sihanoukville par exemple.

Dragon ? ou Chimère ?

La société malaisienne *Dragon Gold* a créé avec le gouvernement cambodgien une joint venture, *Transglobal*.

Le projet consiste bien à créer à partir de la piste de l'aéroport, un centre de fret à l'échelle du sud-est asiatique, et une zone franche qui sera un pôle d'attraction pour des industries et activités diverses venues de toute la région s'installer là.

Pourquoi là ? Parce qu'il y a beaucoup de place pas chère pour des hangars, des usines, des logements, des bureaux (allez donc vous installer à Singapour, à Bangkok, à Hong Kong ...); parce qu'il y a beaucoup de main d'œuvre pas chère; parce que la localisation est bonne (sans compter qu'il existera peut-être un jour de grandes liaisons routières et ferroviaires «trans-asiatiques» joignant Singapour à Canton, Shanghai et Pékin).

Après tout, Singapour, à partir de rien, a jadis commencé comme entrepôt, dépôt de carburants pour les navires, puis centre de réparation des bateaux, ... et s'est lancée ensuite dans des activités beaucoup plus sophistiquées.

A Kompong Chhnang, on a commencé les premiers travaux : reconstruit la tour de

contrôle, un poste de soins médicaux, un poste d'incendie, des bureaux. On dit que l'équipement radar devrait arriver dans les prochaines semaines.

Dans des délais encore non précisés, il faudra réaliser d'importants travaux d'infrastructure :

- équipement de l'aéroport (balisage, navigation, bâtiments, ...) qui sera aux normes OACI;

- la piste actuelle, qui peut recevoir des 737, sera allongée à 3500 m pour pouvoir recevoir les plus gros porteurs comme les 747;

- l'eau : elle existe dans le sous-sol, à une trentaine de mètres. Lorsque ce sera insuffisant, on construira une usine de traitement à partir du Tonle Sap voisin;

- il faudra construire environ 25 km de voie ferrée, bretelle rejoignant la ligne de Phnom Penh - Battambang;

- et bien sûr tout ce qui permet l'habitat et les bureaux : voirie, adductions diverses, électricité, télécommunications, etc ...

Sur 15 ans, l'investissement pourrait atteindre 3 milliards de dollars ! Mais il est impossible de faire des projets financiers précis : tout dépend évidemment du succès commercial de l'opération. Il y a des sceptiques et des enthousiastes

On ne sait pour l'instant qui se décidera en premier : les constructeurs et promoteurs de l'immobilier ? Les transporteurs aériens ? les industriels ?

Dans l'immédiat, ce sont les financiers des infrastructures qui traînent les pieds (voir S.E. Nady Tan, CN 80). Les événements de juillet ont donné un coup d'arrêt que, chez *Dragon Gold*, on espère très provisoirement. Les investisseurs viennent voir. Ils se rassurent progressivement.

Les chantiers devraient recommencer avant la fin de l'année. En tous cas, sur une plus grande échelle, en janvier.

A PROPOS ...

nominations

Beaucoup de nominations et de changements de postes sont en cours : au Tourisme, au CDC, aux Finances, à l'Agriculture ... 54 postes ont changé de titulaire au ministère du Commerce. Le Code de Commerce, en cours de finition et de traduction, n'est pourtant pas prêt de passer à l'Assemblée nationale. On attend aussi la Loi sur l'Assurance.

errata et compléments

Dans l'article sur La Pauvreté au Cambodge, CN 80 p. 3, il fallait lire : «*les provinces les plus pauvres (et non les plus riches) sont celles de Prey Veng, Kompong Speu, (Kepville), Kompong Thom, Mondolkiri ...*».

Au sujet de la pauvreté, rappelons quelques rapports précédents : 2 enquêtes du *Programme Alimentaire Mondial* avaient permis de dresser une «*carte*

de la pauvreté» au Cambodge, par districts, destinée à orienter le programme du PAM pour les années 1998-2000 (CN n° 75). L'*Etude démographique* présentée fin décembre 1996 par le Ministère du Plan donnait d'intéressantes indications sur le niveau d'éducation, sur l'habitat et son équipement (CN n° 64).

Le Ministère du Plan avait d'autre part présenté un *Plan de développement socio-économi-*

que 1996-2000.

Concernant l'Education et la Formation, le TVET (*Technical and Vocational Education and Training*) donnait dans son Annexe 1 des indications précises sur la situation dans ces domaines (CN n° 46).

Cambodge Nouveau
ne copie personne
ne le copiez pas !
Citéz-le !

«**O**ui, je vous confirme que le Japon poursuit son assistance au Cambodge», nous dit le premier Secrétaire de l'Ambassade du Japon à Phnom Penh, Kazuhiro Nakai. Le Cambodge reste un pays prioritaire pour l'assistance japonaise.

Dès le mois de juillet, l'ambassadeur Shohei Naito a eu l'occasion de le dire au second Premier ministre Hun Sen : le Japon continuera son assistance, avec 4 préalables :

- que le Cambodge poursuive son adhésion aux Accords de Paris;

- qu'il suive les structures politiques établies, notamment la Constitution;

- qu'il respecte les droits de l'Homme, en particulier la liberté;

- qu'il mène le pays aux élections libres et justes qui doivent avoir lieu en 1998.

Apparemment clairs, ces «préalables» -qui «ne sont pas des conditions»- laissent en fait une large part à l'interprétation. On peut comprendre que le Japon se ménage un large espace de manoeuvre. Il ressort des propos de M. Kazuhiro Nakai

- que les assistances aux projets en cours sont poursuivies. S'il y a eu des interruptions, c'est pour des raisons de sécurité sur certains chantiers, construction de routes notamment; peut-être aussi pour des délais dans les appels d'offres. Conséquences : les calendriers initialement prévus ne seront pas tenus.

Au sujet de ces projets, l'ambassade fait observer que leur financement ne transite pas par le gouvernement, qu'il n'y a pas de «pertes en ligne», que l'argent des contribuables japonais sert intégralement les objectifs fixés.

- en revanche, l'aide à l'ajustement économique structurel (ESA) (jargon international

le point sur l'aide du

JAPON

convenu pour «aide au budget») est interrompue. Il s'agit d'une assistance en coopération avec le FMI et la Banque Mondiale, et le Japon n'envisage nullement d'agir autrement que ses partenaires dans ce domaine. Cette aide «pourrait reprendre», si le FMI et la Banque Mondiale la reprenaient de leur côté. Mais c'est pour le proche avenir «très improbable».

Selon les documents fournis par l'ambassade, ces «aides à l'

construction des routes, ... ensemble plus de 82 millions de dollars. Très forte aide au budget. Il y a aussi une ligne importante pour l'amélioration de la production agricole (fertilisants, équipements et matériel agricole, ...). Davantage de projets en province (Kampot, Takeo, ...) Des projets très divers comme la rénovation du théâtre Chaktomuk, une imprimerie pour les handicapés, une école de musique, un orphelinat, une école

- en sept ans, 547 millions de dollars
- eau, électricité, routes, port, télécommunications, hopitaux, écoles, pont de l'Amitié, ... pont sur le Mékong
- chantiers en cours : retards importants
- l'aide au budget est interrompue

ajustement économique structurel) ont été de :

- 1993 : 18 millions de dollars
- 1994 : 30
- 1996 : 18

surtout les infrastructures

On observe une évolution de l'aide japonaise au Cambodge. Elle a été d'abord, en 1991, presque uniquement humanitaire : aide au rapatriement des réfugiés, aide aux habitants frontaliers, contribution au fonds pour les catastrophes naturelles, aide médicale ... Elle s'est ensuite beaucoup diversifiée, avec dès 1992 à peu près autant d'aide de type humanitaire (aide alimentaire, équipement médical ...) que de reconstruction (pont de Chroy Changwar).

En 1993, 11 projets. Les travaux de réhabilitation de routes (6A), de l'électricité, de l'eau ... représentent nettement plus de la moitié de l'aide. Apparaît pour la première fois l'aide au budget.

1994 : 20 projets, l'aide en très forte hausse atteint 122 millions de dollars, centrés surtout sur les infrastructures : port de Phnom Penh, route 6A, électricité à Phnom Penh, eau à Phnom Penh, centre de

primaire ... L'aide humanitaire passe par le PAM/WFP.

1995 : avec 49 projets, la diversification et la «régionalisation» se poursuivent. Trois projets importants : -le Centre de santé pour la mère et l'enfant; - le port de Phnom Penh (phase 2); - la réhabilitation du réseau de télécommunications à Phnom Penh. Beaucoup de constructions d'écoles, souvent en province; projets concernant la santé, la formation, la culture, matériel pour Angkor, ... Aide à la production agricole. Contribution au PAM, ...

1996 : 44 projets. Beaucoup d'écoles en province. Les plus gros budgets : -réseau de télé-

communications à Phnom Penh; -station de radio nationale; -routes 6 et 7; -accroissement de la production agricole. On voit aussi une forte aide au budget, une aide alimentaire par le PAM/WFP, une première dotation au projet de pont sur le Mékong.

1997 : 5 projets seulement, mais le total, avec 106,8 millions de dollars, n'est pas en retrait, au contraire. L'aide est concentrée sur quelques projets importants, dont un majeur : le pont sur le Mékong : 56 millions de dollars, la moitié de l'aide annuelle. Budgets importants aussi pour les routes 6 et 7 (31,9 mio) et pour l'eau potable à Phnom Penh. Petites contributions à l'hôpital Calmette et au Comité olympique national.

Le dernier projet a été signé le 7 juillet ...

investissements privés : pas encore

Les Japonais au Cambodge sont environ 290. La plupart sont des employés du gouvernement, -l'ambassade elle-même compte 20 personnes-, des membres de la JAICA, et des volontaires des ONG.

Les hommes d'affaires ne sont que 20 à 30. L'ambassade reçoit beaucoup de demandes de renseignements de la part du secteur privé, mais la décision d'investir ou non ne dépend que des entreprises, et pour l'instant elles restent dans l'expectative. Il est vrai aussi que le marché cambodgien par lui-même est très restreint, plutôt annexe des marchés thaïlandais et singapourien (motos, voitures, électronique, ...). Et que les productions japonaises impliquent le plus souvent une main d'oeuvre très qualifiée.

(voir aussi «Le Japon au Cambodge», CN n° 32).

l'aide du Japon au Cambodge

(en millions de dollars)

1991	7 projets	53,47
1992	6	48,17
1993	11	76,91
1994	20	122,68
1995	49	73,48
1996	44	66,23
1997	5	106,84

Le Japon fournit l'aide la plus importante au Cambodge, suivie par la France.

parmi les 142 projets réalisés par le Japon depuis 1991

(en millions de dollars)

rapatriement des réfugiés (1991)	35,0
reconstruction du pont de Chroy Changwar (1992, 93)	23,2
production d'électricité à Phnom Penh (93 et 94)	38,5
réhab. du port de Phnom Penh (1994 et 95)	32,6
réhab. route nationale 6A (1993, 94)	30,1
routes 6 et 7 (1996, 1997)	40,4
eau potable à Phnom Penh (1993, 1994, 97)	45,1
centre de réhabilitation des routes (1993, 1994)	20,1
centre hospitalier pour la mère et l'enfant (1995)	21,0
réseau de télécommunications Phnom Penh (1995)	30,1
aide alimentaire (PAM/WFP) (1992, 93, 94, 95, 96)	37,1
modernisation de la station nationale de radio (96)	12,9
projet de pont sur le Mékong (1997)	56,0

conjoncture économique

Attente partout. L'activité reste faible. Non seulement il n'y a pas reprise, mais les conséquences des événements de juillet se font ici et là plus durement sentir. Des entreprises qui avaient pu «tenir» doivent aujourd'hui licencier. Dans les caisses de l'Etat, dans les entreprises, dans les poches des particuliers, les réserves s'amenuisent.

Politique, économie, finances : une bonne marmite à trois pieds. Là, c'est le pied politique qui fait vaciller la soupe.

Dumez-GTM

Philippe Sire, directeur

Les réductions d'effectifs expatrié et khmer ont touché le chantier de l'aéroport de Pochentong mais aussi les activités de l'Agence à Phnom Penh. Sur 300 personnes, depuis juillet, nous avons dû en licencier presque 250. Nous les réembaucherons lorsque l'activité reprendra, mais la date n'est pas connue. Il faut que les investisseurs retrouvent confiance et enthousiasme. Peut-être au début de 1998, comme nous l'espérons tous. Nous n'avons actuellement que des activités minimales à Pochentong, terminaison des travaux en cours, maintenance du matériel, ...

La nouvelle aérogare : toutes les fondations sont terminées, on démarrait les poteaux lorsque les travaux ont du être suspendus. On est à environ 20 % de la réalisation. Les travaux à réaliser comportent aussi :

- les infrastructures et les services (réseaux d'eau, d'électricité, ...)

- le terminal cargo;

- le renforcement de la piste;

- l'agrandissement du parking avions;

- l'aide à la navigation : tout avait été détruit, on a rapidement reconstruit ce qui existait, sauf l'antenne VOR. Il reste à installer de nouveaux balisages, de nouvelles lampes d'approche; un ILS (instrumental landing system).

Par rapport au planing initial, il pourrait y avoir 6 mois de retard. Dans l'hypothèse d'une reprise des travaux, que nous préparons, tout pourrait être terminé fin 1999.

Pour les autres grands projets auxquels Dumez-GTM s'intéresse, tout est bloqué : la zone hôtelière de Siem Reap; des hôtels; les «polders» de Prey Nup; le dragage; ...

Cambodge Nouveau
rachète ses anciens numéros
nous téléphoner svp 012 803 410

Friedlander Cambodge

P.M. Couteau, directeur

La visibilité et les perspectives à court terme continuent à être très mauvaises. Pour nous, monteurs d'usines, la situation est catastrophique. Nous avons un chantier -un dépôt de carburant à Phnom Penh, pour Petronas- mais au-delà il n'y a pas de commandes. Si rien de nouveau ne se passe, nous devrons licencier fortement, notre effectif passant d'ici la fin de l'année de 102 à 40 personnes. Nous avons déjà licencié plusieurs européens, et déplacé 6 personnes vers Friedlander Vietnam. On délocalise la gestion et l'administration. Mon rôle personnel sera plus régional, je ne serai au Cambodge qu'à temps partiel.

Nous conservons au maximum nos ouvriers les plus qualifiés, que nous avons formés, qui font la force de notre entreprise, et qu'il serait difficile de retrouver. Les difficultés actuelles ont plusieurs causes. Les unes sont conjoncturelles :

- il y a depuis juillet une évidente baisse d'activité, et toujours pas de visibilité, de sorte qu'il n'est pas possible de planifier;
- cette situation a entraîné des retards de paiements importants;
- l'image du Cambodge que l'on a en France est très sombre, du type «CNN». Il nous est difficile de dédramatiser la situation aux yeux de notre siège. Mais il y a des raisons plus fondamentales : non seulement le marché cambodgien est très faible, mais les entreprises étrangères qui investissent le font en l'absence de normes de qualité. Elles ne pensent pas à la rentabilité à long terme. De sorte qu'elles font peu appel à une entreprise comme la nôtre qui a beaucoup investi dans la formation des gens aux standards internationaux, qui est assurée, qui a des garanties de bonne fin. Il faudra longtemps pour que les investisseurs

voient l'intérêt de travailler selon les normes internationales.

On voit pourtant un certain redémarrage, avec la Fête des Eaux et les fêtes de fin d'année. On signale de nouveau quelques groupes d'Européens dans la ville. Je crois à l'avenir du tourisme au Cambodge.

Mon partenaire cambodgien a abandonné, et je suis maintenant seule responsable de l'entreprise. Je compte la développer avec des touristes venant d'Europe et des Etats-Unis : des contacts sont pris avec des tours operators.

Asia Holding
B. de Montfort, directeur
Asia Holding a son siège à Hong Kong, avec une dizaine de personnes. Son activité, très diversifiée, est principalement le trading. Au Cambodge, où je suis depuis 4 ans, nous avons trois activités : - nous importons des produits de consommation liquides : vins, soft drinks, ... aussi des parfums; - dans le textile, nous travaillons avec des usines installées ici, pour acheter des produits réalisés selon nos spécifications précises, à destination de l'Europe : France principalement, aussi l'Espagne et l'Italie; - et nous essayons de rapprocher des sociétés françaises avec des groupes asiatiques travaillant au Cambodge, d'aider des sociétés françaises à s'installer au Cambodge; je suis convaincu que c'est une bonne idée de s'implanter ici avec l'objectif de réexporter dans la région.

Sur le troisième point, qui est en réalité très diversifié, comme il faut l'être à mon avis en Asie, nous n'avons pas encore de résultat, les événements de juillet

ont provoqué un décalage. Toute notre activité est liée au redémarrage des affaires.

Sampan Tour

Gudrun Masen, directrice

Fondée en janvier 1997, cette petite agence de voyages (billetterie, réceptif, tour operator) qui n'a qu'un employé, a bien marché jusqu'en juillet. En moyenne une cinquantaine de personnes par mois, surtout des expatriés souhaitant voyager dans la région, et en juillet beaucoup de déplacements. Il y a eu en août une très forte baisse d'activité, à cause des événements, et des vacances. Actuellement le niveau d'activité est voisin de zéro.

On voit pourtant un certain redémarrage, avec la Fête des Eaux et les fêtes de fin d'année. On signale de nouveau quelques groupes d'Européens dans la ville. Je crois à l'avenir du tourisme au Cambodge.

Mon partenaire cambodgien a abandonné, et je suis maintenant seule responsable de l'entreprise. Je compte la développer avec des touristes venant d'Europe et des Etats-Unis : des contacts sont pris avec des tours operators.

Asia Holding

B. de Montfort, directeur

Asia Holding a son siège à Hong Kong, avec une dizaine de personnes. Son activité, très diversifiée, est principalement le trading. Au Cambodge, où je suis depuis 4 ans, nous avons trois activités : - nous importons des produits de consommation liquides : vins, soft drinks, ... aussi des parfums; - dans le textile, nous travaillons avec des usines installées ici, pour acheter des produits réalisés selon nos spécifications précises, à destination de l'Europe : France principalement, aussi l'Espagne et l'Italie; - et nous essayons de rapprocher des sociétés françaises avec des groupes asiatiques travaillant au Cambodge, d'aider des sociétés françaises à s'installer au Cambodge; je suis convaincu que c'est une bonne idée de s'implanter ici avec l'objectif de réexporter dans la région.

Sur le troisième point, qui est en réalité très diversifié, comme il faut l'être à mon avis en Asie, nous n'avons pas encore de résultat, les événements de juillet

ont provoqué un décalage. Toute notre activité est liée au redémarrage des affaires.

marché central

Selon les pays d'où proviennent les produits vendus, les situations ne sont pas les mêmes.

Une marchande de montres : nous nous approvisionnons à Taïwan. Pas de grands changements pour ces achats, du point de vue du change. Mais il n'y a que très peu d'acheteurs. Les étrangers, qui sont à peu près la moitié de nos clients, ne viennent plus; c'étaient souvent des touristes et il n'y en a plus. Pour les Cambodgiens, ils ont peu d'argent, ils le gardent pour acheter à manger.

Une marchande de vaisselle : nous achetons des produits thaïlandais, et si on peut acheter en dollars, c'est moins cher. Mais il n'y a pas d'acheteurs, les gens gardent leur argent.

Un marchand de pendules : les affaires sont très mauvaises, elles ont diminué de peut-être 90 %. Nous achetons la marchandise au Vietnam, le problème n'est pas là, mais pour nos acheteurs cambodgiens qui paient en riels, c'est très cher, le riel est aujourd'hui à 3 495 pour 1 dollar, surtout pour ceux qui viennent de la province. Là il y a du chômage, parce que des usines ont fermé, il n'y a plus d'argent. Il y a une grande différence entre Phnom Penh et la province.

Et puis ils ont peur des vols et de la violence. Il y a beaucoup moins de clients au marché central.

Je crois qu'il y aurait beaucoup de manifestations s'ils n'avaient pas peur de la police.

Les étrangers ne viennent pas, sauf quelques Chinois et des Coréens, à cause de la situation. Il n'y a pas de touristes. Tout le monde ici au marché est très mécontent si les touristes peuvent aller directement à Angkor sans passer par Phnom Penh.

Cambodge Nouveau
le ligu où s'informent
et se rencontrent
le secteur privé et le
secteur public,
les responsables
Cambodgiens
et étrangers

cote d'alerte

La vérité est que la situation financière du Cambodge est dramatique, nous dit un financier. Depuis juillet, malgré les mesures décidées, principalement le blocage des crédits, les dépenses ont fait un véritable bond en avant, de plus de 25 % par rapport aux mois précédents, tandis que les recettes diminuaient - comme on pouvait le craindre.

On pourra payer les fonctionnaires jusqu'à la fin de l'année mais... «en principe seulement, et dans une hypothèse optimiste». En fait, avec un déficit qui s'est accru de façon vertigineuse, et qui ne donne aucun signe de se réduire dans les temps qui viennent, et plus du tout d'aide extérieure au budget, «le gouvernement est en train de se noyer».

indicateurs au rouge

La situation «est une véritable bombe». Bombe économique, parce que dans ces conditions, les investissements intérieurs et extérieurs sont évidemment compromis. Les projets d'investissements ne se réalisent pas, ils restent en attente. Les dépôts dans les banques sont en forte baisse, ce qui traduit un manque de confiance. Le riel glisse. Les chiffres officiels des exportations de produits de confection sont sérieusement mis en doute. Certains pays, comme le Japon, la France, poursuivent les programmes existants, c'est vrai. Mais le Japon fait dépendre les nouveaux projets d'une série de «préalables»...

d' où, le secours ?

Plus encore, la situation financière est une bombe politique. D'où peut venir la solution ? Il est impossible au gouvernement d'imposer des économies à la Défense et à la Sécurité, gros consommateurs de crédits, ce serait couper la branche sur laquelle il est assis. Emprunter à la Banque centrale ? C'est possible, mais ne peut être que provisoire, et insuffisant.

Le secours ne peut venir que de l'extérieur, estime notre interlocuteur. Pas de la Banque Asiatique, qui finance surtout les infrastructures, et le long terme. Mais du FMI et de la Banque Mondiale.

C'est là que se noue le problème. Ces deux institutions sont en fait dans les mains des Etats-Unis. Et l'image du gouverne-

ment cambodgien, aux Etats-Unis, est mauvaise.

Il est clair, pour notre interlocuteur, que c'est parce que Washington n'aime pas Hun Sen que le FMI et la Banque Mondiale ont suspendu leur aide au budget du Cambodge; que le siège de l'ONU a été refusé au gouvernement de Phnom Penh.

Que l'adhésion à l'ASEAN est retardée.

Ce que l'on voudrait à Washington, c'est une vaste réconciliation politique, qui comprendrait la réintégration des exilés, y compris Ranariddh.

Les Américains verraient là une garantie de stabilité politique. C'est du moins la position officielle.

un gros chantage

L'idée des Etats-Unis, on peut penser qu'elle consiste en fait, de façon plus réaliste, à réintroduire sur la scène politique cambodgienne un personnage, une tendance, qui pourraient s'opposer à Hun Sen.

En somme le gouvernement cambodgien se voit soumis par les Etats-Unis à un gros chantage : «si vous voulez une aide financière, si vous voulez avoir un siège à l'ONU, si vous voulez faire partie de l'ASEAN, réintégrez les opposants. Si vous refusez, nous vous laissons vous noyer».

deux possibilités

Dès lors, deux possibilités :

- Hun Sen accepte. Ce serait une concession énorme de sa part. Surtout si, avec l'opposition, avec Ranariddh, il fallait accepter une certaine réintégration des gens d'Anlong Veng.

- ou il n'accepte pas, et dans cette hypothèse on peut craindre un débat extrêmement animé au sein du PPC. Une scission ? Une démission de Hun Sen s'il était désavoué par le parti ? Une grave crise politique est possible.

FINANCES

... et politique

... ou coup d'intox ?

Ou bien tout ce qui précède est-il propagande et intox dont l'origine pourrait être l'entourage du Prince Ranariddh ? Ou encore quelque source inspirée par les Etats-Unis ?

La réponse du gouvernement est nette : on ne manque pas d'

argent, bien au contraire, on envisage d'augmenter les salaires des enseignants ...

(voir interview Khieu Kanharith p. 1).

Pas étonnant en tous cas que les antagonismes se retrouvent et s'affrontent sur

le champ des finances, particulièrement sensible aux rumeurs, affirmations et interprétations incontrôlables.

pas si grave !

Le manque de recettes pour l'année fiscale 1997, d'abord estimé à 20 % après les événements de juillet, sera d'environ 17 %, dit-on au ministère des Finances, après les dernières prévisions mensuelles.

Pour faire cesser les rumeurs alarmistes, on répète que l'on pourra payer normalement les fonctionnaires. S'il y a des retards de paiements dans certains ministères, ce n'est pas faute de moyens, mais pour des raisons purement administratives.

Il est en revanche nécessaire de réduire les crédits de fonctionnement. Face aux restrictions, certains «consommateurs» se défendent mieux que d'autres : le Palais Royal, la Présidence du Conseil, l'Assemblée nationale ne subissent que de faibles diminutions de crédits. Le ministère des Finances insiste d'autre part pour épargner les crédits de ministères tels que la Santé, l'Education nationale, le Développement rural. Il semble que la Défense, important consommateur de crédits, diminue ses dépenses de façon substantielle.

Une observation : les recettes

non-fiscales, qui représentent 25 % de l'ensemble des recettes (2 % du PIB), n'augmentent pas. Il s'agit de la location d'entreprises et de terrains appartenant à l'Etat, des recettes de délivrance des visas, de recettes provenant de l'aviation civile, du tourisme, ...

Le budget pour 1998 est actuellement à la Présidence du Conseil, avant d'être présenté à l'Assemblée nationale. Le calendrier normal est pour l'instant respecté. En réalité, les prévisions sont très difficiles. Comment équilibrer recettes et dépenses lorsque l'évolution des recettes est aussi incertaine ?

exonérations : à revoir

Pour chaque emploi dans la Confection, en gros 600 dollars par an, ce sont 1400 dollars qui n'entrent pas dans les caisses de l'Etat, à cause des exonérations. Même compte tenu de la nécessité d'attirer des investisseurs avec des conditions fiscales avantageuses, il devrait être possible de faire entrer quelques recettes en taxant l'importation des matières premières utilisées. La cellule «exonérations» du CDC est en cours de réorganisation.

la première carte à puce

En janvier 1997, la *Canada Bank* lançait la première carte à puce, comme un service supplémentaire pour ses clients.

Ce service a deux aspects :

- la carte permet de régler les achats dans les points équipés d'appareils enregistreurs (restaurants, grandes surfaces, ...); cela évite de transporter des sommes d'argent sur soi, et accroît donc la sécurité;

- la carte permet aussi de retirer de l'argent, non pas dans des distributeurs automatiques de billets qui n'existent pas encore (pour des raisons de coût et de sécurité), mais auprès des commerçants munis d'un appareil enregistreur. Cette possibilité de «dépannage» lorsque les banques sont fermées est volontairement limitée par un taux d'intérêt de 3 % prélevé immédiatement : pour emprunter 100 \$, on n'en touche réellement que 97. Et il faut encore que le commerçant prêteur dispose de la somme qu'on lui demande. Cette deuxième possibilité est encore très peu utilisée.

(Suite page 8)

LIVRES LIVRES LIVRES

Le socialisme et le paysan cambodgien

Recherche en profondeur sur une période et un sujet mal connus : la tentative menée par les Vietnamiens, lorsqu'ils eurent chassé Pol Pot et le régime du Kampuchea démocratique, en janvier 1979, d'installer dans les campagnes cambodgiennes un système socialiste.

Les données étaient particulièrement mauvaises : une population réduite, exténuée, traumatisée par les années khmères rouges, un pays où plus rien ne fonctionnait, une très forte défiance vis-à-vis de tout système collectif, et un sentiment très anti-vietnamien que les années khmères rouges avaient attisé.

Sur les «réalisations» des khmers rouges, voici le rapide bilan dressé par Viviane Frings : «De vastes systèmes de canaux et de digues furent construits par des centaines de milliers de personnes travaillant comme des fourmis, affamées et épuisées (...). Quoique tous les projets n'eussent pas été absurdes, l'échec de la politique agricole des khmers rouges est attribuable à la surexploitation d'une main d'œuvre affamée, à un empressement excessif, et d'une manière générale au dénigrement de la compétence des techniciens».

Après la collectivisation forcée, l'«ultra-collectivisation» des khmers rouges, celle que la République Populaire du Kampuchea mit en place à partir de 1979 sous l'influence vietnamienne fut très atténuée. Seules les terres furent collectivisées, les autres instruments de production étaient privés. L'activité individuelle, la vie familiale, étaient licites.

La création des «*krom samakki*», groupes de solidarité de production, répondait à plusieurs objectifs : - organiser une entraide à la base, pour permettre aux villageois qui n'avaient plus rien de survivre; - pallier la disparition du cadastre et des limites entre lopins; - et il y avait aussi au gouvernement l'idée de mieux contrôler la population pour servir les objectifs du parti, et d'«*avancer dans la voie du socialisme*».

Il y eut trois types de *krom Samakki*. La catégorie 1 était «la meilleure», la plus proche du modèle souhaité. Il y en eut environ 16 000 (chiffre sans doute «gonflé»). «*Les groupes classés dans la troisième catégorie n'avaient aucun aspect collectif (...) et étaient en fait des groupements de familles paysannes qui cultivaient leurs parcelles individuellement*». : 38 777 selon les chiffres officiels.

Particulièrement intéressantes à notre avis sont les raisons que Viviane Frings donne des succès partiels des *krom samakki* et, au total, de leur échec. Succès relatifs là où existait un système d'irrigation, qui demande une gestion collective; dans les régions les plus pauvres où la survie demande un minimum de solidarité; et là où l'encadrement était capable.

Mais échec au total, parce que le système de distribution égalitaire n'incitait nullement au travail; parce que les cadres étaient le plus souvent incapables d'imposer une répartition équitable; parce que les organisateurs au niveau du ministère de l'Agriculture ne croyaient pas au système.

Le Socialisme et le Paysan Cambodgien, par Viviane Frings, 184 p., préface de D. Chandler, L'Harmattan 1997. •

FINANCES

(Suite de la page 7)

Le lancement de la carte à puce a été un investissement substantiel : chaque carte, donnée gratuitement au client, revient à la banque 18 \$; et chaque appareil enregistreur (*Bull*) en dépôt chez les commerçants lui coûte 1200 \$.

Le possesseur d'une carte doit avoir en compte 200 dollars au minimum pour l'alimenter. Lors de chaque opération, il lui est remis un ticket imprimé qui porte le solde avant achat, le jour et l'heure de l'opération, le montant de l'achat, le solde restant sur le compte. Documents utiles aussi pour tenir sa comptabilité.

L'argent qui sert à alimenter la carte à puce est rémunéré 2 % par an (les dépôts ordinaires : 3 %).

Le commerçant de son côté a le double de ce ticket. Il transmet à la banque, grâce à un téléphone intégré à l'appareil enregistreur, chaque opération. Et la banque transfère sur son compte, en moins de 24 heures, le montant qui lui est dû.

A chaque étape, des numéros de code assurent la sécurité des opérations.

On peut avoir une carte en riels, ou en dollars, ou les deux. Les ajustements sont très exactement calculés de façon qu'il n'y ait pas de perte de change.

Dix mois après le lancement, la *Canada Bank* compte 400 possesseurs de carte et 40 «points» équipés d'un appareil enregistreur : une dizaine de restaurants, des hôtels, un supermarché, un casino, des karaokés, des massages, une librairie, 6 stations service, des magasins de lunettes, de télévisions, de vêtements, de vente de billets d'avion...

«Le système fonctionne bien, nous n'avons pas de problème, nous dit M. Au Siek Kheang, responsable de la carte à puce à la *Canada Bank*. Mais pour l'instant nous ne l'agrandissons pas, pour concentrer l'utilisation sur les points de vente équipés d'un appareil. Il faut du temps pour que les esprits s'habituent à ce nouveau mode de paiement. Nos plus gros clients voient bien les avantages de ce système, en particulier pour la sécurité. Et c'est un bon argument pour la compétition entre banques».

l'aide étrangère pourquoi ?

Pourquoi certains responsables estiment-ils que le Cambodge pourrait se passer de l'aide extérieure ? Parce que cette aide, maintenant très surveillée par les pays et organismes donateurs, ne transite plus par l'administration mais finance directement des projets (infrastructures, ...). Aide inutile en somme parce qu'elle ne «rapporte» pas d'argent à l'occasion de son transit pas l'administration.

La plupart voient bien pourtant que les ressources propres du Cambodge) sont bien incapables de financer les infrastructures. Et qu'aucun investisseur privé ne voudra financer des écoles, des routes, des hôpitaux, ... qui coûtent cher et ne rapportent rien (en dollars).

Mais il existe aussi des responsables lucides et courageux qui voient bien que si le gouvernement gèrait sérieusement ses ressources, le Cambodge pourrait se passer d'une grande partie de l'aide étrangère (notamment les aides au budget).

histoire de douanes

Un chef d'entreprise demande aux douanes d'accélérer si possible une opération de dédouanement. Il reçoit la visite d'un responsable des douanes qui lui explique comment s'y prendre pour ne pas payer les droits -avec l'idée de se partager l'économie ainsi réalisée. Le chef d'entreprise dit qu'il n'a voulu qu'accélérer son dossier, qu'il souhaite payer normalement les droits, ni plus ni moins. Le responsable des douanes, déçu, s'en va. Le chef d'entreprise a été dédouaner lui-même, en payant normalement les droits. Sa conclusion : le Cambodge est gravement malade. •

tel 012 803 410

CAMBODGE
NOUVEAU

le journal
des
dépenseurs

voire
meilleur
investis-
sement

Cambodge Nouveau
bi-mensuel
politique, économie, finances

Directeur de la publication Chea Savuth
Rédacteur-en-chef Alain Gascuel
Enquêtes Suy Sothea
Mise en pages Pen Mary
Impression CIC
Centre Informatique du Cambodge

58 rue 302 BP 836 Phnom Penh

CAMBODGE NOUVEAU

tel 012 803 410

est vendu sur abonnements seulement
exemplaire gratuit sur demande

sur commande

la collection reliée de
Cambodge Nouveau
complète jusqu'au dernier
numéro paru, avec
l'Index le plus récent.
prix : 200 \$ reliure comprise